



Les Européennes, la politique et la CE

Kryssing-Berg, Ginette

Published in:
R I D S

Publication date:
1992

Citation for published version (APA):
Kryssing-Berg, G. (1992). Les Européennes, la politique et la CE. *R I D S*, (128), 17.

RIDS

Nummer 128

Oktober 1992

Ginette Kryssing-Berg

Les Européennes, la politique et la CE

**ROMANSK INSTITUT
Københavns Universitet
Njalsgade 78-80
2300 Kbh. S.**

Gebyr 5,00 kr.

Les Européennes, la politique et la CE

Ce travail est inspiré par une enquête faite dans les 12 pays membres de la Communauté européenne. En juillet 1989, 11.815 personnes (femmes et hommes, échantillons représentatifs des populations de ces 12 pays) ont été interrogées par des enquêteurs professionnels.¹

Certains de ces sondages d'opinion servent de base à mon propos, qui est de les commenter. Portant sur des résultats quantitatifs, mes commentaires se trouveront limités par les chiffres mêmes, mais en recherchant le pourquoi de ces chiffres, j'essaierai de dépasser ces limites.

51,4 % de la population de la CE est représentée par des femmes, plus de la moitié de la population donc. Ce pourcentage prête à réflexion, d'autant plus que, l'espérance de vie étant en moyenne, dans la CE, de 78,6 ans pour les femmes et de 72 ans pour les hommes², la dominance du sexe féminin est assurée.

Or, les femmes restent largement sous-représentées dans les organismes politiques, aussi bien dans les pouvoirs locaux que dans les gouvernements, les parlements nationaux et les institutions européennes. En France, à l'Assemblée nationale, sur 577 députés, 33 seulement sont des femmes, soit 5,7 %.³ (cf. aussi, annexe 1, la représentation des femmes dans l'Etat français). Le Parlement européen est mieux partagé, étant l'assemblée européenne qui compte le plus grand nombre de femmes: 87 sur 518 parlementaires, soit 17 %.⁴

L'enquête de la CE porte sur les Européennes et Européens de la Communauté et insiste sur la complicité nécessaire des deux sexes dans la construction de l'Europe de demain. Pour ma part, je m'attacherai seulement à l'attitude des femmes.

I Les Européennes et la politique

1^{er} sondage

Fréquence des discussions politiques selon le sexe et le pays								
	<i>Belgique</i>		<i>Danemark</i>		<i>R.F.A.</i>		<i>Grèce</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
souvent	9	3	18	16	21	10	63	30
de temps en temps	47	37	67	59	70	69	27	41
jamais	39	55	14	24	9	20	10	28
S.R.	5	5	1	1	1	2	-	1
% :	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>Espagne</i>		<i>France</i>		<i>Irlande</i>		<i>Italie</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
souvent	7	4	19	15	20	8	15	8
de temps en temps	46	27	52	49	47	43	53	36
jamais	46	65	29	35	32	47	32	55
S.R.	2	4	-	-	1	1	1	2
% :	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>Luxembourg</i>		<i>Pays-Bas</i>		<i>Portugal</i>		<i>Royaume-Uni</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
souvent	21	13	19	13	5	3	19	13
de temps en temps	53	61	59	56	50	33	53	51
jamais	24	23	22	31	42	63	28	36
S.R.	1	3	-	-	2	2	-	-
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

Femmes d'Europe, no 35, Commission des Communautés européennes, Bruxelles 1991, p. 9

Une remarque générale s'impose: dans tous les pays de la CE, la fréquence des discussions politiques est moins élevée pour les femmes que pour les hommes. Rien d'étonnant à cela: bien que les femmes aient profondément changé depuis 1968, il est évident que le champ politique est encore balisé et contrôlé par les hommes et que, comme je l'ai dit plus haut, la classe politique reste largement masculine.

Dans ce sondage, la fréquence "jamais" me semble la plus intéressante à commenter. Les pays de la CE où cette fréquence est la plus élevée sont: la Belgique, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie, le Portugal. Que ce soit le cas pour ces 3 derniers pays paraît justifié, puisqu'il s'agit de pays de l'Europe du Sud où la condition de la femme a le moins évolué, pays profondément marqués par le catholicisme qui a un grand pouvoir sur l'enfermement de la femme dans un rôle féminin traditionnel. De plus, l'Espagne et le Portugal ont connu une longue dictature fasciste. La fréquence des "jamais" en Irlande, où 47 % des femmes avouent ne jamais parler politique, s'explique aussi par l'impact du catholicisme. Selon Emmanuel Todd,

la vie politique et sociale irlandaise est tout entière dominée par le respect de l'Eglise et de ses préceptes en matière de divorce, de contraception, d'avortement..... Le catholicisme irlandais est, face au protestantisme britannique, le trait central de l'identité nationale.

La fréquence des "jamais" en Belgique (55 %) laisse, par contre, dans une certaine perplexité. La Commission des Communautés européennes ayant son siège à Bruxelles, l'on pourrait croire à un surcroît d'intérêt pour les questions politiques. D'où vient l'attitude des femmes belges? Cette question mérite notre attention, surtout si l'on remarque le pourcentage des "sans réponse" (5 %), le plus élevé de la CE (il en est de même pour les hommes d'ailleurs).

Le désintérêt des femmes belges pour les discussions politiques viendrait-il de leur inactivité professionnelle, l'activité professionnelle

étant un facteur favorable à l'engagement politique? D'après une enquête récente, 34 % des femmes sont actives en Belgique. Comparons avec des pays de la CE présentant à peu près les mêmes pourcentages: la France avec 36 % de femmes actives, les Pays-Bas avec 34 %.⁶ Or, le sondage nous apprend que 35 % de Françaises ne parlent jamais politique, aux Pays-Bas la fréquence est de 31 % seulement. Il est donc facile de conclure que l'activité professionnelle ne peut rendre compte de cet écart entre les femmes belges, les Françaises et les Néerlandaises.

La religion peut-elle nous donner une réponse? 71,8 % des Belges sont catholiques.⁷ Bien que la pratique religieuse soit tombée jusqu'à "26 % en 1981"⁸, la Belgique est restée jusqu'en 1965 "un pays de pratique catholique relativement forte", la Flandre constituant "un bastion absolument intact de l'Eglise"⁹ jusqu'à cette date.

Il n'est donc pas impossible de penser que, sous la pression du milieu social, les femmes se laissent encore dominer par ce que les Américains appellent

la mystique féminine: sorte de mythe de la féminité comme un système de signes: douceur, protectionnisme, fonction nourricière, maison, passivité, etc.¹⁰

Un sondage de 1987 confirme cette argumentation: 11 % seulement des femmes belges pensent que les choses iraient mieux, s'il y avait plus de femmes au Parlement national. Ce pourcentage n'est pas de 11 % mais de 37 % en France, de 41 % au Danemark.¹¹ Les chiffres parlent donc d'eux-mêmes. Poussons un peu plus loin ces comparaisons. En Belgique, 39 % de femmes choisissent un modèle familial où les 2 conjoints ont un métier qui les absorbe autant l'un que l'autre. Au Danemark, 55 % de femmes préfèrent ce modèle.¹² La Belgique est aussi le pays de la CE où le pourcentage des femmes attachant de l'importance à la condition féminine est le plus faible après celui des Pays-Bas.¹³

2^e sondage

Niveau d'intérêt vis-à-vis de la politique selon le sexe et le pays								
	<i>Belgique</i>		<i>Danemark</i>		<i>R.F.A.</i>		<i>Grèce</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
beaucoup	10	3	25	15	23	13	22	6
assez	23	15	53	44	52	38	46	30
pas beaucoup	33	34	16	32	21	36	22	35
pas du tout	31	44	5	8	4	12	10	28
S.R.	2	3	1	1	—	1	—	1
% :	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>Espagne</i>		<i>France</i>		<i>Irlande</i>		<i>Italie</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
beaucoup	9	3	17	7	11	7	7	2
assez	27	16	34	29	33	26	27	13
pas beaucoup	25	23	33	40	33	31	45	39
pas du tout	39	57	15	23	22	36	22	45
S.R.	1	1	—	—	1	—	—	—
% :	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>Luxembourg</i>		<i>Pays-Bas</i>		<i>Portugal</i>		<i>Royaume-Uni</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
beaucoup	16	6	25	9	2	2	21	9
assez	38	27	44	38	8	4	42	35
pas beaucoup	36	51	27	38	56	35	26	36
pas du tout	10	15	5	14	32	57	11	20
S.R.	—	2	—	—	3	2	1	—
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

Femmes d'Europe, no 35, Commission des Communautés européennes, Bruxelles 1991, p. 10

Ce sondage confirme les résultats du 1^{er} sondage retenu pour cette analyse. Mais ici, ce sont les Danoises qui se démarquent des autres Européennes: 8 % seulement d'entre elles déclarent n'être pas intéressées par la politique. A l'opposé se trouvent les Espagnoles et les Portugaises (57 %), les Italiennes (45 %), suivies de près par les femmes belges (44 %). Les Irlandaises se montrent moins traditionalistes avec un pourcentage de 36 %.

L'attitude des femmes belges et des Irlandaises à l'égard de la politique révélée par ces deux sondages infirmerait donc cette idée, formulée par certains, d'une Europe à deux vitesses: celle du Nord et celle du Sud. En tout cas, en ce qui concerne les femmes. Par contre se trouve confirmé l'impact de la religion et de la tradition. Dans les pays où domine le catholicisme, sa puissance se manifeste par une emprise réelle sur les esprits, surtout les esprits féminins, tandis que dans les pays touchés par la Réforme, les esprits ont échappé à cette emprise. Le Danemark a largement profité de ce rejet de l'autorité des prêtres. C'est un pays où religion et liberté vont de pair, ainsi que le démontre E. Todd:

Au Danemark, le mouvement religieux, antirationaliste et populaire dont Grundtvig, théologien et poète, est le symbole, mène à une restructuration de l'ensemble de l'Eglise dans un sens antiautoritaire. (...) La déchristianisation, qui commence au début des années 1880, fait passer le libéralisme du domaine religieux au plan social et politique.¹⁴

Cette interprétation expliquerait donc parfaitement que les Danoises aient obtenu le droit de vote dès 1915 par une révision constitutionnelle (les Françaises en 1945 seulement), d'où l'intérêt de ces premières pour la politique.¹⁵

II Les Européennes et l'Europe

3^e sondage

Niveau d'intérêt vis-à-vis des affaires liées à la Communauté européenne
selon le sexe et le pays.

	<i>Belgique</i>		<i>Danemark</i>		<i>R.F.A.</i>		<i>Grèce</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
beaucoup	8	6	15	7	13	6	14	3
assez	27	17	45	36	41	36	42	23
pas beaucoup	32	32	29	41	38	40	30	38
pas du tout	31	41	10	15	6	17	13	34
S.R.	2	5	-	-	2	2	-	1
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

	<i>Espagne</i>		<i>France</i>		<i>Irlande</i>		<i>Italie</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
beaucoup	7	3	16	8	8	5	3	1
assez	29	19	37	33	31	26	22	13
pas beaucoup	29	27	34	40	34	31	48	37
pas du tout	33	49	12	19	25	37	26	49
S.R.	2	3	-	1	1	1	-	1
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

	<i>Luxembourg</i>		<i>Pays-Bas</i>		<i>Portugal</i>		<i>Royaume-Uni</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
beaucoup	12	7	9	5	4	3	13	7
assez	33	27	38	22	12	7	39	34
pas beaucoup	44	48	36	51	50	37	31	33
pas du tout	10	18	16	20	31	45	18	26
S.R.	1	2	1	1	4	8	1	1
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

Ce sondage nous montre que, dans ce domaine, les femmes belges et les Irlandaises se démarquent encore des autres Européennes du Nord: 41 % de femmes en Belgique, 37 % en Irlande se désintéressent de la Communauté. En France, le pourcentage est de 19 %, au Danemark de 15 % seulement. Ici encore les Danoises se font remarquer, le pourcentage de désintérêt étant le plus bas.

Quant aux pourcentages des Européennes du Sud, ils présentent peu de différences. Les Grecques avec 34 % sont les moins indifférentes, puis viennent les Portugaises avec 45 %, enfin les Italiennes et les Espagnoles avec 49 %.

Ces derniers chiffres ne peuvent nous étonner, me semble-t-il: ces femmes n'ont sans doute pas encore compris que l'intégration de leurs pays à la CE offre des possibilités d'amélioration à la condition féminine. La Grèce n'est entrée dans la CE qu'en 1981, l'Espagne et le Portugal n'y sont entrés qu'en 1986.

Par contre, l'on peut s'interroger à propos des Italiennes, leur pays faisant partie de la CE depuis 1958. Religion et tradition jouent naturellement un rôle dans leur attitude. Pourtant, quand il s'agit de la condition féminine, les Italiennes ne paraissent pas être en retard par rapport aux autres Européennes. Par exemple, 47 % d'entre elles préfèrent le modèle familial où les deux conjoints ont un métier les absorbant autant l'un que l'autre (même pourcentage en France). 21 % seulement choisissent le modèle familial traditionnel de la femme au foyer (en France 22 %).¹⁶

Le manque d'intérêt des Italiennes pour les affaires liées à la CE, viendrait-il d'un manque d'information? Je suis portée à le croire. Pourtant l'Europe des Douze n'oublie pas les femmes. Un certain nombre de mesures en leur faveur ont été prises dès le traité de Rome, dont l'article 119 stipule:

Chaque Etat assure l'application du principe de l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et féminins pour un même travail.¹⁷

Cette mesure a été complétée en février 1976 par une directive interdisant:

toute discrimination fondée sur le sexe dans le domaine professionnel...

ce qui implique:

l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à l'emploi, à la formation et dans les conditions de travail.¹⁷

Il est certain que ces directives ne sont pas encore appliquées partout, mais la Commission des Droits des femmes – considérée comme une structure indispensable dans le Parlement européen – travaille constamment pour faire pression sur le Conseil des ministres et la Commission européenne.

Il me paraît pertinent de mentionner, dans ce contexte, l'adoption par le Parlement européen en septembre 1988 d'un rapport de la Commission des Droits des femmes. Ce rapport est destiné à assurer une meilleure application des directives de la CE en faveur des femmes et demande un 3^e programme d'action pour la période 1991 - 1996 (cf. annexe 2, la série de mesures suggérées).

4^e sondage

Opinion sur les efforts pour unifier l'Europe occidentale selon le sexe et le pays.

	<i>Belgique</i>		<i>Danemark</i>		<i>R.F.A.</i>		<i>Grèce</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
très pour	21	14	23	11	30	25	50	38
plutôt pour	51	53	32	34	43	46	31	32
plutôt contre	10	6	11	18	14	13	7	3
très contre	1	2	12	16	5	2	3	1
S.R.	<u>17</u>	<u>26</u>	<u>21</u>	<u>21</u>	<u>8</u>	<u>14</u>	<u>9</u>	<u>26</u>
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

	<i>Espagne</i>		<i>France</i>		<i>Irlande</i>		<i>Italie</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
très pour	31	22	36	22	30	18	40	35
plutôt pour	46	41	49	59	46	44	50	51
plutôt contre	3	2	7	6	4	4	4	3
très contre	2	1	3	2	1	1	2	-
S.R.	<u>18</u>	<u>34</u>	<u>6</u>	<u>11</u>	<u>19</u>	<u>33</u>	<u>4</u>	<u>11</u>
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

	<i>Luxembourg</i>		<i>Pays-Bas</i>		<i>Portugal</i>		<i>Royaume-Uni</i>	
	H	F	H	F	H	F	H	F
très pour	20	17	28	16	47	40	32	17
plutôt pour	52	49	52	56	22	17	41	45
plutôt contre	15	14	9	12	4	2	11	13
très contre	3	4	6	4	2	1	5	4
S.R.	<u>10</u>	<u>16</u>	<u>4</u>	<u>12</u>	<u>25</u>	<u>40</u>	<u>11</u>	<u>22</u>
% :	100	100	100	100	100	100	100	100

Ce sondage est très intéressant car, sur plusieurs points, il diffère des autres sondages analysés jusqu'ici.

Tout d'abord, alors que dans les autres sondages, les "sans réponse" sont rares, dans ce sondage au contraire, le pourcentage des "sans réponse" est élevé, même dans les pays de l'Europe du Nord: 21% des Danoises sont dans ce cas, rejoignant presque la Grèce, où 26 % des femmes n'ont pas d'opinion.

De plus, si l'on relève le pourcentage des réponses à la question "très contre", les Européennes du Sud et du Nord se montrent presque d'accord, sauf les Danoises: 16 % d'entre elles se disent "très contre". Il n'y a rien d'étonnant à ce démarquage lorsque l'on sait qu'au Parlement européen, le seul mouvement d'opposition à la CE vient du Danemark et que certains partis politiques danois sont farouchement contre l'Union.

Cette analyse me permet de montrer encore une fois combien il est aléatoire de parler d'un certain clivage entre l'Europe du Nord et celle du Sud.

5^e sondage

Intérêt à l'égard de la Communauté européenne selon le sexe et le niveau d'éducation, par pays.

Réponse: "ne s'intéressent pas du tout à la Communauté européenne".

	niveau faible		niveau moyen		niveau élevé	
	H	F	H	F	H	F
Belgique	40	52	38	41	16	26
Danemark	16	21	10	12	6	14
R.F.A.	9	21	5	16	5	12
Grèce	18	46	8	19	13	18
Espagne	39	57	29	36	26	31
France	18	25	13	22	6	9
Irlande	35	49	20	34	21	21
Italie	35	58	21	36	17	31
Luxembourg	12	28	12	11	7	15
Pays-Bas	29	34	16	16	12	13
Portugal	35	52	24	33	16	28
Royaume-Uni	18	31	23	26	6	14

Femmes d'Europe, no 35, Commission des Communautés européennes, Bruxelles 1991, p. 33

Si l'on regarde les différences entre "niveau faible" et "niveau élevé", les chiffres sont révélateurs: plus le niveau d'études est élevé, plus le manque d'intérêt diminue. Nous n'apprenons rien que nous ne sachions déjà: un bon bagage scolaire aide à mieux comprendre les problèmes politiques et sociaux.

Mais, si j'ai choisi de retenir ce sondage, c'est parce que les Françaises, ici, se démarquent des autres Européennes: 9 % seulement d'entre elles, ayant un niveau d'éducation élevé, se désintéressent de la CE.

Cette différence d'attitude n'offre rien d'étonnant, me semble-t-il, étant donné le rôle de la France dans la construction européenne. Celle-ci a commencé par le traité instituant en avril 1951 la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Ce traité concrétisait le plan Schuman, alors ministre français des Affaires étrangères. Robert Schuman était profondément influencé par les idées de Jean Monnet qui voulait "faire l'Europe, pierre par pierre, étape par étape". Notons aussi le traité de l'Elysée en janvier 1963, préparé par le chancelier Adenauer et le Général de Gaulle et qui est considéré comme

un instrument apprécié de la construction européenne.¹⁸

Ces connaissances font partie de l'histoire de France. Plus près de nous, pendant cette dernière décennie, François Mitterand n'a cessé de prôner la vocation européenne de la France, en insistant notamment sur l'importance d'une solidarité entre les pays. Pour lui,

la communauté européenne est le socle de toute paix.¹⁹

Les Européennes et les sondages

En me proposant de commenter ces quelques sondages, il n'était pas dans mon intention d'arriver à des conclusions très précises. En effet, bien que la marge d'erreur d'un bon sondage soit minime, cette méthode n'apporte que des approximations. Approximations qui permettent pourtant de mettre au jour des tendances très utiles à l'analyse des faits sociaux.

Les sondages que j'ai retenus soulignent clairement combien, dans certains pays notamment, les Européennes subissent encore le poids de la tradition et de la religion. Toutefois, dans leur rapport avec la politique, une nouvelle orientation se dessine. Deux facteurs permettent de l'assurer.

1. Dans tous ces sondages (à l'exception d'un seul), le pourcentage des "sans réponse" est très limité. On peut facilement en conclure que les questions posées aux Européennes ne les laissent pas indifférentes.
2. Dans le sondage mettant en jeu le degré d'études, les résultats sont très positifs. Plus le capital culturel augmente, plus augmente la participation aux questions politiques et sociales. Comme je l'ai dit plus haut, nous n'apprenons là rien de nouveau. Mais il n'est pas inutile de voir cette tendance confirmée par des chiffres. "Filles diplômées, politique maîtrisée", disent même certains. En tout cas, l'intérêt croissant des femmes pour les études supérieures et, surtout, pour les études jusque-là réservées au sexe masculin, est un phénomène commun à toute la CE. Dans l'Europe de demain, les femmes seront de plus en plus présentes par leur engagement.

De plus, selon les politologues, les sondages d'opinion sont liés à l'existence de la démocratie et permettent de faire entendre "la voix du citoyen". Les sondages que j'ai analysés font entendre la voix des citoyennes de l'Europe et créent ainsi une sorte de solidarité entre elles.

NOTES

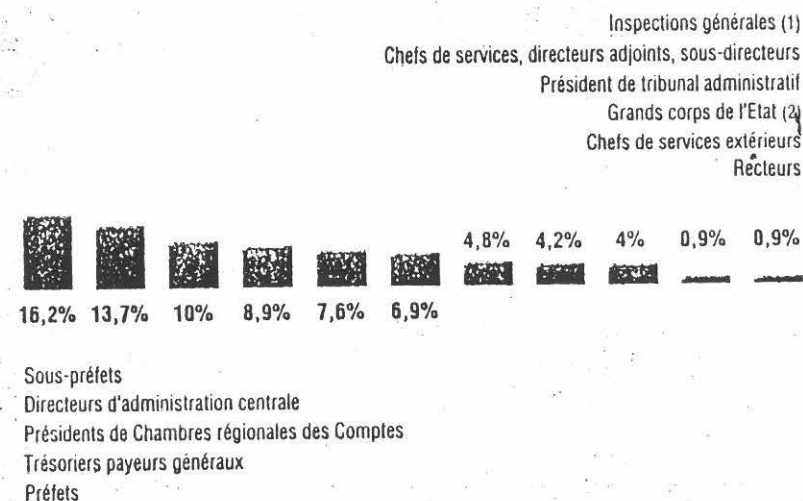
1. *Femmes d'Europe*, no 35, Commission des Communautés européennes mai 1991, Bruxelles
2. Mermet Gérard, *Euroscopie*, Larousse 1991, p. 127
3. Quid 1991
4. Brochure de la Commission des Communautés européennes, Bruxelles 1990
5. Todd Emmanuel: *L'invention de l'Europe*, Seuil 1990, p. 324
6. *Euroscopie*, p. 438
7. Ibid. p. 167
8. *L'invention de l'Europe*, p. 446
9. Ibid. p. 301
10. Cité par Sineau Mariette: *Des femmes en politique*, Economica 1988, p. 35
11. *Femmes d'Europe*, no 26, décembre 1987, p. 35
12. *Euroscopie*, p. 201
13. *Femmes d'Europe*, no 26, p. 12
14. *L'invention de l'Europe*, p. 410
15. Nina Bang, ministre de l'éducation nationale de Danemark en 1924, a été la 1^{ère} femme ministre dans le monde
16. *Euroscopie*, p. 201
17. Brochure de la Commission des Communautés européennes, Bruxelles 1990
18. *Regards sur l'actualité*, no 139, mars 1988, p. 4
19. Conférence de presse, France Inter, 10 décembre 1989

ANNEXE 1.

Lettre de Matignon
1^{er} juin 1990

Les femmes dans l'Etat

En dépit des efforts accomplis, la représentation des femmes dans les emplois d'encadrement et de responsabilité de l'Etat reste encore très insuffisante.



(1) Hors Inspection générale des Finances (2) Conseil d'Etat, Cour des Comptes, Inspection générale des Finances

Source : DGAFF (Situation au 1^{er} juin 1990)

ANNEXE 2.

- adopter des projets de directives bien connus, comme le texte sur le congé parental (bloqué par le Royaume-Uni, mais qui irait dans le sens de la politique française en la matière),
- combler les lacunes qui demeurent dans le domaine de l'égalité de traitement entre hommes et femmes: problèmes concernant la fiscalité, la violence sexuelle sur les lieux de travail, la réorganisation du temps de travail, mais aussi l'harmonisation des dispositions relatives à la grossesse, le développement des structures d'accueil de la petite enfance (domaine dans lequel la France est "bien placée"),
- éviter que les projets femmes ne soient menacés par la réforme du Fonds social européen, et que d'autres projets visant à l'insertion professionnelle des femmes puissent être lancés.
- instaurer des quotas pour assurer la présence de femmes dans les structures représentatives, aussi bien politiques que syndicales ou professionnelles.

Droits des Femmes

Secrétariat d'Etat
chargé des Droits
des Femmes no 6,
juin 1984